

ORGANISER POUR RENFORCER LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES

Le défi à relever à tous les niveaux du mouvement syndical international est l'organisation – l'organisation des travailleurs/euses dans l'économie tant formelle qu'informelle et ce, de façon novatrice.

L'organisation visant à développer et à renforcer les syndicats ne peut être durable que si nous engageons les travailleurs/euses sur des questions qui les préoccupent, notamment les salaires, les conditions de travail, à savoir la sécurité, le travail sûr, les droits et la protection sociale. Pour savoir ce qui les préoccupe, nous devons les écouter. La mondialisation du pouvoir des entreprises suppose que nous coordonnions notre travail par-delà les frontières et que nous soyons stratégiques dans notre ciblage et nos méthodes.

L'Académie d'organisation mondiale de la CSI a élaboré une approche qui s'est avérée efficace pour former et soutenir une équipe d'organiseurs principaux stratégiques au sein du mouvement syndical international moyennant un encadrement et un soutien effectifs. Notre travail vient compléter celui de nos organisations affiliées et des organisations partenaires. Des exemples d'organisations affiliées créant une culture basée sur l'organisation et favorisant une croissance durable au sein de leur mouvement seront partagés.

Durant ces séances sous-plénières, nous examinerons nos succès et défis au cours des quatre dernières années, le plan d'action pour la prochaine période et débattrons des stratégies d'organisation liées aux discussions en plénière de chaque matin. La séance sous-plénière qui aura lieu lundi examinera ce qui s'est passé depuis le Congrès à Berlin. Qu'en est-il de l'engagement à renforcer notre pouvoir? Avons-nous formé de nouveaux organisateurs principaux stratégiques, créé une culture basée sur l'organisation et affilié de nouveaux membres pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés pour ce Congrès?

Lors du débat en séance plénière lundi matin, nous examinerons si nous avons réalisé des avancées dans les pays déchirés par la guerre, les conflits et où les droits font l'objet de nouvelles atteintes en renforçant le pouvoir pour promouvoir la paix et la démocratie.

Nous examinerons, mardi, les stratégies visant à mieux réglementer le pouvoir économique, avec des présentations de diverses campagnes sur les multinationales, ainsi que de campagnes communautaires destinées à augmenter les salaires. Les syndicats qui ont commencé à organiser de nouveaux emplois créés dans le cadre de la transition vers une économie énergétique durable interviendront jeudi. La CSI a élaboré et mis

en oeuvre un nouveau programme sur l'organisation en faveur d'une transition juste.

Les campagnes qui ont permis d'organiser et de renforcer le pouvoir dans l'économie informelle et dans le cadre de la grande variété des nouvelles modalités de travail, même celles qui ne bénéficient pas d'une représentation juridique, seront présentées. **Tous les travailleurs/euses** ont le droit de s'organiser et de lutter ensemble pour obtenir de meilleures conditions!

Nous débattrons, en outre, de la manière dont les campagnes sur l'organisation ont été appuyées par les luttes concernant des questions préoccupantes pour les travailleurs/euses, notamment le harcèlement sexuel et la discrimination.

La journée de jeudi se terminera sous forme d'une discussion libre sur les cibles et les objectifs en vue du prochain Congrès qui se tiendra en 2022!

- » Nous avons réalisé le mandat du Congrès de la CSI de 2014 en comptant désormais plus de 200 millions de membres!
- » L'Académie d'organisation mondiale collabore avec quelque 500 organisateurs principaux et 2 086 organisateurs associés à l'échelle nationale, issus de 62 pays et des Fédérations syndicales internationales.
- » Toutefois, les menaces s'amplifient et, dans de nombreux pays, le nombre de membres stagne ou est en baisse.
- » Plus de 60 % de la main-d'oeuvre dans le monde travaille dans l'économie informelle.
- » 94 % des travailleurs/euses dans les chaînes d'approvisionnement de 50 des plus grandes entreprises ne sont pas réellement employés par ces entreprises.